

## Communiqué de presse

### **BANGLADESH/ INCENDIE MEURTRIER D'UNE USINE D'HABILLEMENT: LES MARQUES ACCUSÉES DE NÉGLIGENCE CRIMINELLE**

**Paris, le 26 novembre 2012 - Un nouvel incendie d'une usine d'habillement au Bangladesh a fait au moins 109 morts parmi les travailleurs, principalement des femmes. Une fois encore, les ouvrier-ère-s ont été pris au piège et n'ont pu échapper aux flammes en l'absence d'issues de secours. Le groupe auquel appartient l'entreprise *Tazreen* déclare fournir entre autres Carrefour, Pimkie, Go Sport, Casino, Auchan et C&A.**

Peuples Solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette, en collaboration avec leurs partenaires au Bangladesh, appellent les marques à prendre des mesures immédiates suite à l'incendie dramatique de l'usine *Tazreen Fashion* à Dhaka, au Bangladesh, qui a coûté la vie à plus de cent travailleur-ses de l'habillement.

Les victimes confectionnaient des articles d'habillement pour des marques internationales lorsque leur usine, *Tazreen Fashions*, a brûlé. Sur son site Internet, le groupe auquel appartient l'entreprise signale fournir entre autres Carrefour, Pimkie, Go Sport, Casino, Auchan et C&A.

Peuples Solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette dénoncent la négligence de ces marques qui ne prennent pas les mesures nécessaires pour endiguer les problèmes de sécurité dans l'industrie de l'habillement au Bangladesh. Au contraire, par leurs pratiques d'approvisionnement, elles exercent une pression insupportable sur les fournisseurs et entravent l'adoption de pistes d'améliorations.

Les problèmes de sécurité des usines d'habillement au Bangladesh sont dénoncés depuis de nombreuses années par ONG et syndicats. Des centaines de travailleurs-ses bangladais ont péri dans des incendies ou effondrement d'usines depuis 2005.

Dans l'incendie qui a ravagé l'usine de *Tazreen*, un nombre important de travailleur-ses a péri en sautant dans le vide pour échapper aux flammes. D'autres, pris au piège, ont été brûlés vifs. Et le nombre de victimes recensées continue d'augmenter au fil des heures.

D'après les premières informations obtenues sur place, l'incendie aurait été causé par un court-circuit électrique, comme plus de 80% des incendies recensés par le Collectif Ethique sur l'étiquette dans le pays. Des pompiers auraient en outre indiqué que le bâtiment était dépourvu d'issues de secours.

*"Ces marques savent depuis des années que beaucoup des usines avec lesquelles elles travaillent sont des pièges mortels. Leur inaction face à ce problème est une négligence criminelle"*, explique Fanny Gallois, coordinatrice des Appels Urgents du Collectif Ethique sur l'étiquette.

Peuples Solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette exigent une enquête indépendante et transparente sur les causes de l'incendie, et l'indemnisation juste des victimes et leurs familles.

Le Collectif Ethique sur l'étiquette et d'autres organisations syndicales et d'autres ONG bangladaises et internationales, ont développé un programme de sécurité et de prévention des incendies réellement indépendant, contraignant et transparent.

Il prévoit des inspections par des experts indépendants; l'obligation de rénover et réparer les locaux et matériels qui ne seraient pas aux normes; un rôle central pour les travailleurs-ses et leurs

représentant-e-s qui pourront sensibiliser les ouvriers-ères aux conditions de santé et sécurité; la prise en compte, dans les contrats avec les fournisseurs, du coût lié à la sécurisation des usines. Il est enfin assorti de l'obligation juridique, pour les marques qui le signent, de respecter leurs engagements.

Peuples Solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette exhortent les marques françaises qui se fournissent en habillement au Bangladesh à signer et mettre en œuvre cet accord.

Les employeurs et le gouvernement du Bangladesh doivent également prendre leur part de responsabilité. Le gouvernement doit mener une enquête immédiate sur les causes de l'incendie et poursuivre en justice ceux dont la négligence a causé la mort des travailleurs-ses. Il doit également investir dans un programme national d'inspection afin d'assurer que les bâtiments répondent aux normes de sécurité. Les propriétaires d'usine doivent, quant à eux, examiner immédiatement les procédures de sécurité en vigueur dans leurs usines, effectuer un contrôle complet de leurs bâtiments et collaborer avec les organisations syndicales pour former leurs employé-e-s aux procédures de sécurité et pour permettre aux travailleurs-ses d'exprimer leurs préoccupations.

Peuples Solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette travaillent avec leurs partenaires sur place soutenir les revendications des victimes.

**Contact presse :**

Fanny Gallois / Peuples Solidaires pour le Collectif Ethique sur l'étiquette : 01 48 58 21 85 / 06 19 89 53 07